

La disponibilité de données précises soutient le décideur et assure le succès de nos objectifs de développement

Lutter contre la corruption par la Qualité des données



Prof. Dr. Mahmoud El Saïd

Doyen de la faculté de l'économie et des sciences politiques à l'université du Caire

En février 2016, l'Egypte a lancé la stratégie du développement durable : la perspective de l'Egypte 2030 comme un pas important sur la voie de son développement global. Cette stratégie a précisé sa perspective en ce qui suit :- « d'ici l'an 2030, l'Egypte doit avoir une économie compétitive, équilibrée, variée qui compte sur l'invention et le savoir. Elle doit s'appuyer sur la justice, l'intégration sociale et le partenariat ; avoir un système écologique équilibré et varié ; investir le génie du lieu et de l'homme pour réaliser le développement durable ; et, promouvoir la qualité de vie des Egyptiens ». Cette perspective comprend un ordre du jour national qui reflète le plan stratégique de l'Etat égyptien pour réaliser les objectifs du développement durable, à savoir :- assurer un avenir meilleur pour tous les Egyptiens ; assurer une vie digne pour tous ; accuser un progrès dans la lutte contre la pauvreté ; freiner la dégradation de l'environnement ; promouvoir la santé, l'enseignement, l'égalité entre les deux sexes, la gouvernance des institutions de l'Etat et de la société grâce à la réforme administrative, au renforcement de la transparence, à la promotion des systèmes de suivi et d'évaluation, à l'autonomisation des administrations locales, ainsi qu'à la lutte contre la corruption.

Dans le cadre des objectifs du développement durable s'inscrivent des fins donnant lieu à des indices numériques de l'enseignement, de la santé, de l'infrastructure, des services disponibles aux citoyens, de la mise en œuvre des mécanismes de gouvernance et de lutte contre la corruption, aussi bien que d'autres indices faisant état de l'avancement enregistré concernant les objectifs du plan. La disponibilité des données fiables étant, bien entendu, la base sur laquelle sont fondés les calculs de ces indices et le garant de la précision de leur mesure, que du suivi de l'avancement des objectifs du plan.

Rôle des données dans l'évaluation et le suivi des politiques de développement

Il va sans dire que l'évaluation et le suivi des politiques de développement jouent un rôle déterminant dans la réalisation des résultats recherchés du développement. De même, les données précises sont le moyen principal dont disposent les décideurs pour atteindre de tels résultats. Certes, l'on peut dire que la réalisation des huit objectifs relatifs à la perspective de l'Egypte 2030 est fonction de la qualité et de la précision des données qui affluent aux centres de décision de l'Etat. Parmi les exemples les plus remarquables de l'importance des données et des informations qui en sont tirées pour soutenir le décideur dans la mise en œuvre des plans de développement, figurent les données requises par l'Etat en vue de planifier les grands projets, tels que celui de la nouvelle capitale ; la détermination des villages et communautés prioritaires en matière d'initiatives sociales ; le soutien à apporter aux plus démunis

dans le cadre des projets « une vie digne » et « interdépendance et dignité » ; de même que les programmes de financement de l'organisme de développement des petites et moyennes entreprises. Par ailleurs, la disponibilité des données est d'une importance primordiale pour l'investisseur étranger afin d'esquisser son plan d'investissement en Egypte. Par conséquent, l'Etat et ses différents organismes accordent une importance extrême à la vérification des données dont sont tirées les informations, considérant que les mauvaises données engendrent de mauvaises informations, ce qui affecte directement la précision des décisions prises, outre les pertes financières énormes.

Les mauvaises données et leur impact sur le classement des Etats

Sur le plan international, se trouve un faisceau d'indices sociaux et économiques qui servent à classer les Etats suivant leurs politiques économiques, politiques et sociales, indices auxquels ont recours les institutions internationales et les grandes firmes pour évaluer la performance des Etats. Il s'agit par exemple de l'indice du revenu national brut établi par la Banque mondiale, l'indice de liberté économique établi par Wall Street Journal, l'indice de perception de la corruption établi par Transparency international, l'indice international de gouvernance établi par la Banque mondiale et, l'indice de la liberté de la presse établi par « Correspondants sans frontières ».

En fait, ces indices servent à classer les Etats en fonction de leurs performances et capacités, ce qui constitue un outil indispensable aux décideurs politiques, chefs d'entreprise, investisseurs, voire au public

dans chaque Etat. Ainsi, ces fameux indices assument un double rôle : d'une part, ils soutiennent le gouvernement dans la prise de décision fondée sur des preuves numériques et dans des comparaisons entre les politiques et les programmes à travers les temps, aussi bien qu'entre les Etats, les régions géographiques, les groupes sociaux et les industries à travers les lieux, ce qui ne manque pas de promouvoir la transparence, la responsabilité et la lutte anticorruption.

D'autre part, de tels indices permettent aux hommes d'affaires et investisseurs de se faire une idée de la situation d'un Etat ou d'un autre du point de vue économie et politique générale, et, donc, de prendre la décision économique et d'investissement convenable à l'égard de cet Etat. L'indice du revenu national brut établi par la Banque mondiale définit, à titre d'exemple, la capacité des pays d'emprunter aux programmes de prêt gérés par la Banque. Certains indices internationaux contribuent, en outre, à la hausse de la cote de crédit d'un Etat, à la dégradation de la compétitivité d'un autre, au recul d'un troisième en matière de lutte contre la corruption, ou à la bonne performance d'un quatrième quant à la qualité de l'enseignement.

Ces indices se réfèrent dans leurs calculs à des rapports couvrant toutes les activités d'ordre économique, politique et social de l'Etat, aussi bien que ses relations internationales, rapports émis le plus souvent par des instances internationales ou locales indépendantes, ce qui les revêt de crédibilité face à la communauté internationale, aux institutions internationales souveraines, aux Fonds d'investissement mondiaux, ainsi qu'aux grandes firmes internationales.

Paradoxalement, en dépit de l'emploi d'envergure et l'importance des indices internationaux comparés, la qualité de leurs données laisse souvent beaucoup à désirer. Pourtant, très peu sont les études académiques qui mesurent la fausseté de ces données et soulignent leur impact sur le classement des Etats dans de tels indices. Parmi ces rares études portant sur l'examen de la qualité des données dans le calcul des indices, figure une effectuée en 2008 par des chercheurs de l'université de Californie à Berkeley. Ils ont déterminé trois sources des erreurs des données collectées pour l'indice du développement durable publié par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dû à ces erreurs, l'étude a affirmé que « 45% des pays en développement ont été classés d'une manière imprécise en raison des erreurs de données et de mesure ».

Les données et la mesure de la corruption

Il s'avère impérieusement nécessaire pour les centres de recherches locales et internationales d'effectuer des études similaires concernant les autres indices, dont certainement ceux de la gouvernance et de la lutte contre la corruption. Pour mieux nous expliquer nous disons que les indices de mesure de la corruption dans un Etat donné peuvent être divisés en indices directs et indices indirects. Les voies directes procèdent par la collecte des données basées sur des preuves numériques à travers des mesures et des expériences concrètes portant sur la corruption au lieu des conceptions du public à cet effet. De telles données peuvent comprendre les cas dénoncés de corruption, les chiffres de condamnation, les résultats du scrutin électoral, ainsi que d'autres sources directes indiquant la portée des phénomènes de corruption. Par contre, les voies indirectes ne mesurent pas les cas concrets, mais sont fondées sur des sondages qui mettent l'accent sur les niveaux prévus de corruption plutôt que sur les niveaux réels. Il s'agit notamment de l'indice de perception de la corruption publié par Transparency international.

Dans les deux cas de mesure susmentionnés, nous avons un grand besoin de données précises pour calculer l'indice, ce qui n'est le plus souvent pas le cas. En fait, la majorité des données collectées directement ou indirectement concernant la propagation de la corruption dans un Etat donné, et qui entrent dans le calcul de l'indice, sont largement imprécises. Cette imprécision revient essentiellement à la nature clandestine des crimes de corruption, de même qu'à la dissimulation des preuves de tels crimes par les intéressés.

Défis à la qualité des données en Egypte

Il est déplorable que la collecte et la disponibilité des données connaissent en Egypte des défis auxquels les responsables compétents

La réalisation des huit objectifs relatifs à la perspective de l'Egypte 2030 est fonction de la qualité et de la précision des données qui affluent aux centres de décision de l'Etat. Parmi les exemples les plus remarquables de l'importance des données et des informations qui en sont tirées pour soutenir le décideur dans la mise en œuvre des plans de développement, figurent les données requises par l'Etat en vue de planifier les grands projets, tels que celui de la nouvelle capitale ; la détermination des villages et communautés prioritaires en matière d'initiatives sociales ; le soutien à apporter aux plus démunis dans le cadre des projets « une vie digne » et « interdépendance et dignité »

1. Wolff, Hendrik, and Howard Chong. «Consequences of Data Error in Aggregate Indicators: Evidence from the Human Development.» American Economic Review 92.4 (2008): 11261137-.

La transformation numérique et l'utilisation de la tablette constituent deux moyens des plus importants qui servent à réduire les erreurs des données et à économiser le temps et l'effort de leur collecte. Cela s'est montré évident lors du dernier recensement démographique ayant eu lieu en 2017, recensement qui a prouvé nettement que la collecte automatique des données, loin de l'élément humain réduit

essaient de remédier depuis pas mal de temps. Au long de plusieurs décennies écoulées, les données étaient caractérisées par des vices compromettant leur qualité. Elles étaient parfois imprécises, parfois mal présentées. En plus, les données sur lesquelles se fondaient les décideurs étaient tachées de non complémentarité et de non globalité, le travail des autorités chargées de la collecte manquait d'esprit d'équipe et de coordination. Ce n'est pas tout, mais les autorités chargées de la collecte à des fins de développement ne se tenaient pas aux définitions nettes des termes. S'ajoute à ce qui précède, la contradiction entre les statistiques publiées par des autorités différentes, ce qui est dû au non-respect d'une même définition pour chacun des termes sur lesquels est basé le calcul des statistiques. Il se peut qu'un nombre d'autorités effectuent la même étude sans coordination des efforts pour en réduire les coûts. Cela entraîne, bien entendu, une différence de valeurs, de chiffres ou de méthodes de mesure de la même donnée d'une autorité à l'autre. Tout cela entrave, en effet, l'accès à des informations précises sur lesquelles s'appuie la décision optimale.

Parmi les autres défis qui se dressent face à la précision des données en Egypte, figure la faible prise de conscience tant des individus que des institutions quant à l'importance des données. Lorsqu'on effectue des études exigeant l'accès aux données soit par questionnaire et sondage d'opinions et de tendances auprès des individus et des fonctionnaires, soit en se référant au site internet d'une institution ou d'une autre, parfois les individus ou les institutions se montrent réticents devant la participation à de tels sondages, de peur de voir abuser de ces données, ou au moins parce qu'ils n'en croient pas à l'importance, ni à celle des résultats de leur analyse pour soutenir le décideur.

Ce défi se reflète particulièrement sur la crédibilité des résultats des indices proclamés par les institutions locales et internationales, notamment ceux qui concernent la mesure du progrès enregistré dans le dossier de la gouvernance et la lutte contre la corruption. Par ailleurs, il est vraisemblable que les données obtenues contiennent des erreurs, soit en raison de l'imprécision du transpondeur ou de celui qui fournit la donnée, soit en raison du manquement de certains collecteurs de données à leur tâche, ou de la fabrication des données par une minorité de ces collecteurs. De même, une erreur peut se produire lors de la saisie des données dans l'ordinateur, du codage et de la révision des formulaires du questionnaire, ainsi que toute autre erreur courante.

Moyens de promouvoir la qualité des données

En conclusion, les problèmes et les défis susmentionnés présentent toujours un obstacle à l'utilisation optimale des données. Toutefois, les chances d'y porter remède existent encore, surtout avec l'esprit ouvert des dirigeants politiques et des décisionnaires, et leur foi profonde en l'importance de ces données et de leur précision pour avoir accès à des informations complètes comme sources principales d'élaboration des plans de développement.

D'autre part, la transformation numérique et l'utilisation de la tablette constituent deux moyens des plus importants qui servent à réduire les erreurs des données et à économiser le temps et l'effort de leur collecte. Cela s'est montré évident lors du dernier recensement démographique ayant eu lieu en 2017, recensement qui a prouvé nettement que la collecte automatique des données, loin de l'élément humain réduit les erreurs au strict minimum et accroît la précision de celles-là.

Il va sans dire que l'accès automatique aux données exige que l'on attache beaucoup d'importance aux politiques d'enseignement et d'alphabetisation. Or, l'analphabétisme est l'un des plus grands obstacles à l'automatisation de la collecte des données loin de toute intervention humaine. Il exige également des campagnes médiatiques pour sensibiliser le citoyen à l'importance de fournir des données précises dans les questionnaires officiels qui lui demandent des renseignements personnels. Notons que l'analphabétisme compromet gravement une telle prise de conscience. Par ailleurs, il faut assurer la coordination entre les différentes instances chargées de produire les données et les informations, dans le but d'en unifier les définitions pour éviter toute contradiction ou répétition. En plus, force est de lancer une base nationale de données dans l'un des organismes statistiques de l'Etat afin de réunir toutes les données, informations, études académiques et recherches appliquées pour servir de référence pour les autorités, les institutions et les chercheurs et parer à toute contradiction ou répétition.